

Turquie, une bombe prête à nous exploser à la figure, fermons vite nos frontières !

écrit par Jack | 26 juillet 2016



Turquie – dehors ! Pourquoi l'OTAN a, dans ses mains, une bombe prête à exploser à la figure de l'Europe

22 juillet 2016, par [Caroline Glick](#) (*Caroline Glick est la directrice du Projet de sécurité israélien du Centre de la liberté David Horowitz et est rédactrice principale du journal Jerusalem Post. Pour en savoir plus sur elle, visiter carolineglick.com.*)

<http://www.frontpagemag.com/fpm/263596/turkey-%E2%80%93-roger-out-caroline-glick>

Article initialement publié par le [Jerusalem Post](#).

Mercredi 20 juillet. le Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a insisté sur le fait que la purge de milliers de militaires turcs, notamment un tiers des généraux d'active, n'affaiblissait pas l'armée.

Jens Stoltenberg a dit à Reuters : « *La Turquie possède une force armée importante, formée de professionnels ; je suis certain que cette force maintiendra son engagement d'alliée solide de l'OTAN* ».

Ce serait intéressant de savoir si les 1 500 soldats américains qui se sont vus bloqués à la base aérienne d'Incirlik avec plusieurs centaines de soldats des pays de l'OTAN depuis le coup d'état manqué de vendredi soir partagent cet avis.

Après le coup manqué du 15 juillet, le régime Erdogan a coupé l'électricité et temporairement suspendu tous les vols de la base.

Le commandant de la base, le Général Bekir Ercan Van ainsi que 11 autres membres du service de la base et un policier ont été arrêtés.

Incirlik est le centre des opérations aériennes de l'OTAN contre l'État islamique en Syrie. Elle abrite en outre quelques 50 ogives nucléaires. Les bombes atomiques appartiennent aux États-Unis. Ce sont des reliques de la guerre froide déployées en Turquie sous contrôle américain.

Il a fallu deux ans au Président américain Barack Obama pour convaincre le Président turc Recep Erdogan de laisser les forces de l'OTAN utiliser la base d'Incirlik. Ce n'est qu'après le gain sans précédent du parti kurde lors des élections parlementaires de l'an dernier que le président turc a décidé d'étendre ses opérations contre les Kurdes en Iraq et en Syrie afin de réduire le soutien existant au sein du pays pour les Kurdes, et qu'il a consenti à l'utilisation de la base par l'OTAN.

La condition imposée par Erdogan était que les Américains soutiennent sa guerre contre les Kurdes, la force la plus efficace dans la lutte contre l'État islamique.

La déclaration de support par Jens Stoltenberg envers la Turquie est particulièrement troublante parce que le comportement d'Erdogan, après le coup d'état manqué, rend impossible de continuer à ignorer son hostilité.

Pendant pratiquement 14 ans, depuis la première victoire du parti AKP (*parti conservateur et islamique de la Justice et du Développement fondé par Erdogan*) aux élections fin 2002, Erdogan et ses suivistes ont rendu parfaitement clair qu'ils étaient idéologiquement, et donc de façon permanente, hostiles

à l'Occident. Et depuis pratiquement 14 ans, les leaders occidentaux ignorent cette réalité.

Juste quelques semaines après le premier triomphe électoral de AKP, le parlement turc a scandalisé Washington quand il a voté de rejeter la demande, par les E-U., de déployer des forces d'invasion de l'Irak le long de la frontière turque avec ce pays. Le refus de la Turquie de permettre des opérations depuis son territoire est une des bonnes raisons pour laquelle le soulèvement sunnite en Irak a pu s'organiser.

Il a fallu près de deux mois aux Américains pour prendre le contrôle du nord de l'Irak. Pendant ce temps-là, les Ba'athistes avaient organisé des milices paramilitaires qui, plus tard, ont rejoint al-Qaida en Iraq puis, après le retrait des forces américaines d'Iraq en 2011, l'État islamique.

Pendant tout ce temps, Ergodan n'a offert qu'un faible soutien ; il a prêté assistance à l'OTAN et aux Nations unies de temps en temps, quand cela servait ses intérêts financiers. Mais la tendance constante a apporté la preuve de son comportement négatif.

Depuis son arrivée au pouvoir, Erdogan a galvanisé les organes de la propagande d'état, des médias à l'industrie du divertissement au monde des livres, afin d'endoctriner les citoyens turcs dans la haine des Juifs et des Américains et de regarder les terroristes avec une certaine sympathie. Cette persuasion haineuse s'est exprimée de la même manière dans sa politique étrangère. Erdogan a été le premier chef d'état important à soutenir le Hamas après sa victoire aux élections de l'Autorité palestinienne en 2006. Il a accueilli le chef terroriste de Hamas, Ismail Haniyeh, comme un monarque quand il l'a reçu peu après ces élections.

Pendant la guerre d'Hezbollah contre Israël en 2006, la Turquie s'est fait prendre la main dans le sac alors qu'elle permettait à l'Iran de livrer des armes à Hezbollah en passant par la Turquie.

Erdogan a ignoré al-Qaida. Et il a permis à ISIS d'utiliser la Turquie comme base logistique, quartier général économique et centre de recrutement. En début d'année, le Ministère des

affaires étrangères a assuré que les 25 000 recrues étrangères rejoignant ISIS étaient entrées en Syrie par la Turquie.

Quant à l'Iran, jusqu'au moment où Obama a fait lever les sanctions des Nations unies, suite au contrat antinucléaire passé avec les ayatollahs, la Turquie était le passage de l'Iran vers le marché international. La Turquie était le partenaire de l'Iran permettant à l'Iran d'éluder les sanctions et d'assurer la viabilité économique du régime. Selon une suite d'investigations par des journalistes turcs et étrangers, la famille Erdogan était directement impliquée dans ce commerce illicite.

Et puis il y a l'Europe. Pour ISIS, la Turquie s'est révélée une voie à double sens. Les combattants entraient en Syrie en passant par la Turquie et retournaient en Europe en passant de nouveau par la Turquie. La Turquie est derrière le flux massif de réfugiés syriens vers l'Europe.

La Chancelière allemande Angela Merkel a tenté de passer un accord avec Erdogan pour arrêter ce flux migratoire. Erdogan a encaissé ses concessions économiques et n'a rien fait pour arrêter l'hémorragie des réfugiés vers l'Europe.

Quant aux États-Unis, les années d'encouragement et d'endoctrinement anti-américains de la société turque sont maintenant en train d'éclorre plein pot après le coup d'état manqué. Bien avant les retombées de la poussière, Erdogan pointait un doigt accusateur vers Washington.

Insistant que le coup d'état manqué était le fait du dignitaire religieux islamique en exil, et autrefois allié d'Erdogan, Fetullah Gulen, qui réside depuis 16 ans en Pennsylvanie, Erdogan a demandé que les États-Unis mettent immédiatement Fetullah Gulen dans un avion muni d'un billet d'aller simple en direction de la Turquie.

Dans les jours qui ont suivi, les accusations du régime Erdogan contre les États-Unis sont devenues de plus en plus hallucinantes. Le Premier ministre turc Binali Yildirim a déclaré que de ne pas satisfaire à la demande d'extradition faite par Erdogan serait vu comme un acte d'hostilité par les États-Unis.

Et, au cours d'une interview, le Ministre du travail turc Suleyman Soylu a tout bonnement dit : « *L'Amérique est derrière le coup* ».

Autrement dit, après avoir arrêté le commandant de la base et d'autres militaires à Incirlik, et tout en tenant effectivement prisonnières des forces de l'OTAN sous commandement américain au cours de ces derniers jours, sans oublier une cinquantaine d'ogives nucléaires, la Turquie accuse les États-Unis d'avoir organisé la tentative de coup d'état.

Mais apparemment l'OTAN a décidé d'essayer, une fois de plus, de camoufler la réalité. D'où l'insistance de Jens Stoltenberg pour dire qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter. La Turquie demeure un membre de l'alliance à qui faire confiance.

Ceci n'est pas tout simplement irresponsable, c'est dangereux, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, la prétention par Jens Stoltenberg que l'armée turque est aussi solide que jamais est simplement ridicule.

Un tiers des généraux d'active est derrière les barreaux outre des milliers de gradés et soldats, éducateurs, policiers, magistrats et juges.

Qui exactement pourrait prendre l'initiative dans un tel climat ? Au milieu des messages embrouillés du régime à propos de la guerre contre ISIS et avec les généraux qui coordonnaient la campagne avec l'OTAN maintenant en prison, qui va maintenir l'alliance avec l'OTAN ? Personne !

Les implications de cette passivité seront ressenties sur le terrain en Turquie ainsi qu'en Syrie et en Iraq.

Grâce au soutien passif d'Erdogan, ISIS possède des combattants prêts à intervenir dans toute la Turquie. Qui peut garantir qu'ils ne tenteront pas quelque chose pour s'emparer des ogives nucléaires présentes à Incirlik ? Les États-Unis ont-ils vraiment l'intention de laisser ces bombes en Turquie alors que leurs propres forces sont en fait prisonnières du régime ? Et qu'implique leur déménagement ? Comment un tel déménagement absolument nécessaire peut-il être effectué quand

l'OTAN prétend que tout va bien avec la Turquie ? Et puis il y a aussi le problème des armes chimiques.

Au cours des récents mois, ISIS a employé des armes chimiques en Syrie et en Irak. En février, James Clapper, le directeur des services secrets américains, a averti que ISIS était en train de développer un arsenal chimique et avait l'intention d'utiliser des armes chimiques contre les États-Unis et l'Europe.

Au mois de mai, il a été signalé que ISIS faisait des expériences d'armes chimiques sur des chiens et des prisonniers dans des laboratoires situés dans des quartiers résidentiels de Mossoul.

La Turquie est membre de l'Otan avec des frontières ouvertes sur l'Europe ; le seul obstacle qui empêchait les terroristes ISIS de faire passer des armes chimiques en Europe était l'armée et la police turques, lesquelles font maintenant l'objet d'une purge.

Qui plus est, Soner Cagaptay a indiqué dans le journal de Wall Street qu'Erdogan avait utilisé des jihadistes pour arrêter le coup d'état vendredi soir et samedi. Il a continué de les accepter depuis. Ce faisant, Erdogan a signalé qu'il pourrait bien employer l'après coup d'état pour démanteler ce qui reste de l'appareil d'état séculaire turc et transformer le membre de l'OTAN en un état islamique, à l'exemple du régime des frères musulmans en Égypte qui n'a vécu qu'une courte vie, et qu'Erdogan avait soutenu avec enthousiasme.

Dans un tel climat, il paraît difficile, sinon pratiquement impossible, d'imaginer que l'armée et la police travailleront particulièrement dur pour empêcher des terroristes ISIS de transporter des armes de destruction massive de Syrie en Europe en passant par la Turquie.

Le gouvernement Obama est en partie responsable de la crise actuelle. Le Ministre des affaires étrangères, John Kerry, vient juste d'accepter de confier à la Russie la campagne anti-ISIS menée par les E.-U. ; ce faisant, il a clairement indiqué que les États-Unis ne protégeraient pas la Turquie de

la Russie. Cela donne à Erdogan peu de choix, autre que d'adopter un nouveau parcours beaucoup plus radical.

Aux convictions islamiques d'Erdogan et à l'incompétence des E.-U., il faut ajouter une troisième raison pour présumer que la situation en Turquie ne peut qu'empirer.

Ainsi que David Goldman l'a écrit dans Asia Times, la Turquie est à la veille d'une crise économique. Sa monnaie s'est dévaluée de 7 % depuis le coup d'état manqué. *« Avec environ 300 milliards de dollars d'engagements en devises étrangères, les frais de remboursement de la dette augmentent au fur et à mesure que la devise nationale s'effondre. Les actions ont perdu plus de la moitié de leur valeur en termes de dollars depuis 2013 »* a averti Goldman.

Dans l'ambiance actuelle, il est bien difficile d'imaginer que les mesures d'austérité imposées par Erdogan réduiront la dette. Il lui faut un bouc émissaire pour endosser son échec. Le bouc émissaire clairement choisi c'est l'Amérique.

Pour faire d'une longue histoire quelque chose de court, l'armée turque n'est plus capable de coopérer en aucune façon significative avec les États-Unis ou l'OTAN. **Erdogan, un allié sur lequel on ne pouvait jamais vraiment compter, est désormais ouvertement hostile.**

Il est l'épicentre de l'agression compromettante contre les forces de l'OTAN à Incirlik. Et il soutient des jihadistes turcs qui sont idéologiquement indissociables d'ISIS.

L'abandon des États-Unis aux mains de la Russie signifie que l'Amérique ne peut plus protéger la Turquie de la Russie, et Erdogan a fait le choix de faire porter le blâme à l'Amérique pour la crise économique de la Turquie qui s'annonce.

Dans de telles circonstances, si l'OTAN prend son travail au sérieux, à savoir la protection du monde libre, elle n'a d'autre choix que d'abandonner le train-train habituel et de virer la Turquie de l'alliance, de récupérer son personnel et de retirer ou de désactiver les armes nucléaires qui se trouve dans le pays.

Pour ce qui est des opérations contre ISIS, les États-Unis devront déplacer leurs bases vers le Kurdistan irakien et

soutenir les Kurdes en tant qu'alliés stratégiques qu'ils sont clairement devenus.

Par suite du coup d'état manqué, la Turquie est une bombe prête à exploser. La désamorcer est impossible. Elle va exploser. La seule façon de protéger le monde libre des conséquences est de bloquer les frontières avec la Turquie et de fermer les écoutilles.